

VEILLE NUMERIQUE - ROYAUME-UNI

Economie numérique et régulation, télécommunications et réseaux, données, écosystème *tech*

SOMMAIRE

Fait marquant

- Le gouvernement britannique prend des mesures pour lutter contre la désinformation sur les vaccins sur les réseaux sociaux

Economie numérique et régulation

- Le gouvernement crée un site internet à destination des entreprises du numérique qui souhaitent travailler avec la Chine
- L'*Information Commissioner's Office* fait l'objet d'une action en justice pour la fermeture d'une enquête sur les *AdTech*
- Le gouvernement réfléchit à introduire un « devoir d'impartialité » des réseaux sociaux dans son *Online Harms Bill*
- L'interdiction totale des publicités en ligne pour la *junk food* est soumise à consultation
- Le gouvernement a publié des lignes directrices sur la fin de la période de transition pour les secteurs des nouvelles technologies et des télécommunications

Télécommunications et réseaux

- *Vodafone* développe un réseau 5G privé destiné à tester des voitures autonomes
- *Vodafone* s'est engagé à utiliser des équipements 5G de petits fournisseurs pour 1/5^{ème} de son réseau d'ici 2027
- Le gouvernement nomme un comité consultatif sur le futur de l'audiovisuel public

Données

- Le gouvernement britannique est en discussion avec *Palantir* pour l'amélioration du système *Test & Trace*
- Le gouvernement signe un contrat de 3 ans avec *Amazon Web Services* pour faciliter les achats publics

Ecosystème tech

- *Gousto* est la quatrième start-up à devenir une licorne au Royaume-Uni en 2020

Principales levées de fond de startups britanniques entre le 2 novembre et le 15 novembre 2020 :

- [Heroes](#), *E-commerce* (acquisition et développement de marques montantes sur Amazon) : [Seed, 49 M£](#)
- [Fnatic](#), *E-sports* (marque leader de e-sports) : [Venture Round, 7,5 M£](#)
- [Radix](#), *Crypto* (finances décentralisées) : [Venture Round, 9,6 M£](#)
- [CellCentric](#), *HealthTech* (traitements du cancer) : [Venture Round, 25 M£](#)
- [Railsbank](#), *FinTech* (API intégrant des services financiers) : [Venture Round, 37 M\\$](#)
- [Medino](#), *HealthTech* (plateforme de e-commerce spécialisée en produits de santé) : [Série A, 5,6 M£](#)
- [Superscript](#), *InsureTech* (assurances professionnelles pour PME) : [Série A, 8,5 M£](#)
- [Mind Foundry](#), *AI* (outils de *machine learning* accessibles aux entreprises) : [Série A, 13,6 M\\$](#)
- [Lockwood Publishing](#), *Gaming* (jeux mobiles 3D) : [Série A, 25 M\\$](#)
- [Marshmallow](#), *InsureTech* (assurance automobile inclusive) : [Série A, 30 M\\$](#)
- [Hopin](#), *Events* (plateforme d'événements virtuels) : [Série B, 125 M\\$](#)
- [Congenica](#), *HealthTech* (analyse de données génomiques) : [Série C, 50 M\\$](#)
- [Gousto](#), *FoodTech* (vente en ligne de kits de repas) : [Série F, 25 M£](#)

Rapports [en anglais]

- [Annual Review 2020, National Cyber Security Centre, November 2020](#): le 4^{ème} rapport d'activité du centre pour la cyber-sécurité nationale (NCSC), dépendant du *GHCQ* (chargé de la sécurité des services d'information), a notamment révélé qu'entre le 1^{er} septembre 2019 et le 31 août 2020, 723 cyber-attaques avaient été contrées par le *NCSC*, soit le plus grand nombre depuis 2016. Cette augmentation est en partie liée à la crise sanitaire : des attaques venant « d'Etats hostiles » ont ciblé des centres britanniques de recherche sur les vaccins, tandis que des groupes de cybercriminels ont visé des structures du *NHS* ou le grand public à travers des escroqueries en ligne liées au coronavirus (comme des ventes d'équipement, par exemple).
- [Better Digital Government: Obstacles and Vision, The Commission for Smart Government, October 2020](#) : le rapport du groupe de recherche, rédigé par des entrepreneurs de la *tech* et des personnalités politiques, se donne comme objectif de définir des principes pour un meilleur gouvernement numérique. Il décrit notamment le retard pris par le Royaume-Uni, qui fut un temps un « leader mondial » dans le domaine, et identifie 8 points problématiques : 1) une réduction de l'importance du gouvernement numérique dans l'agenda politique, 2) une mauvaise gouvernance des services numériques, 3) un système de passation des marchés publics obsolète et qui décourage l'innovation, 4) un engagement insuffisant des citoyens dans le développement de nouveaux services, 5) une structure des dépenses publiques inefficace, 6) un faible niveau de compétences numériques dans l'administration publique, 7) une culture organisationnelle défavorable au risque et à l'innovation 8) une réticence à mettre à niveau les systèmes informatiques de ministères clés.
- [Diversity Beyond Gender, Extend Ventures, November 2020](#) : le rapport du fonds de capital-risque, spécialisé dans la diversification de l'accès aux capitaux, met en avant les obstacles systématiques auxquels se heurtent les entrepreneurs issus de minorités pour obtenir des financements. Si les personnes issues de minorités représentent 14 % de la population britannique, les entrepreneurs issus de minorités n'ont levé que 1,7 % des fonds de capital-risque entre 2009 et 2019. Une des solutions proposées par le rapport consiste à diversifier les équipes d'investisseurs de fonds de capital-risque, à travers la création par le gouvernement d'un *Investing in Ethnic Founders Code*, sur le modèle de l'*Investing in Women Code* publié en

2019 : les entreprises signataires s'engageraient à augmenter la diversité ethnique de leurs équipes et à mettre en œuvre un quota de fonds alloués à des entrepreneurs issus de minorités.

FAIT MARQUANT

Le gouvernement britannique prend des mesures pour lutter contre la désinformation sur les vaccins sur les réseaux sociaux

Face à la perspective du développement d'un vaccin fiable contre le coronavirus et aux risques de campagnes visant à en limiter l'usage, le gouvernement britannique considère la lutte contre les fausses informations comme une priorité. C'est pourquoi, selon le journal [The Times](#), le *Government Communications Headquarters* (GCHQ, « quartier-général des communications du gouvernement », chargé de la sécurité des systèmes d'information) a débuté une contre-offensive afin de lutter contre la « propagande anti-vaccins » diffusée en ligne par des « Etats hostiles », et notamment par la Russie. Dans le même temps, le ministre du numérique Oliver Dowden et le ministre de la santé Matt Hancock ont obtenu des principales plateformes des [engagements](#) sur la lutte contre la propagation de la désinformation sur les vaccins. Ainsi, *Facebook*, *Twitter* et *Google* se sont engagés à lutter contre la promotion par des entreprises de la désinformation sur le vaccin contre la Covid-19, à réagir plus rapidement aux contenus signalés par le gouvernement et à intensifier leur collaboration avec les organismes de santé publique afin de mettre plus facilement à disposition du public des informations fiables sur le vaccin.

ECONOMIE NUMERIQUE ET REGULATION

Le gouvernement crée un site internet à destination des entreprises du numérique qui souhaitent travailler avec la Chine – Ce [site gouvernemental](#) fournit des lignes directrices aux entreprises du numérique britanniques qui souhaitent collaborer avec des entreprises chinoises ou s'installer en Chine. Il a pour objectif de permettre à ces entreprises de collaborer étroitement avec le 3^{ème} marché d'exportation tout en respectant les « valeurs du Royaume-Uni et ses préoccupations de sécurité nationale ». Le site, développé en réponse à une demande du secteur, offre des conseils sur des aspects éthiques, légaux et commerciaux. A travers cette initiative, le gouvernement souhaite aider les PME à réussir leurs projets de développement commercial en Chine, en choisissant les bons partenaires et en gérant les risques liés aux caractéristiques du marché chinois.

L'Information Commissioner's Office (ICO) fait l'objet d'une action en justice pour la fermeture d'une enquête sur les AdTech – L'association de défense de la vie privée *Open Rights Group (ORG)* a [ouvert](#) une action en justice contre l'ICO, régulateur des données personnelles et équivalent de la CNIL en France, afin qu'il ré-ouvre son enquête sur les pratiques illicites des *AdTech* britanniques (technologies de publicité numérique). Cette enquête avait [conclu](#) en juin 2019 au non-respect du RGPD par le secteur, du fait de son utilisation du *real-time bidding* (système d'enchères en temps réel) qui permet la diffusion d'informations à des entreprises sur les pratiques des internautes, et notamment sur leur historique de recherche, pour favoriser le ciblage de publicités, sans garanties de protection suffisante. Or, l'ICO a décidé en septembre 2020 de fermer l'enquête sans mener de poursuites afin « d'éviter toute pression sur un secteur économique pendant la Covid-19 », selon un porte-parole, quand bien même le régulateur avait mis en avant des « problèmes systémiques » du secteur.

Le gouvernement réfléchit à introduire un « devoir d'impartialité » des réseaux sociaux dans son *Online Harms Bill* – Selon le [Financial Times](#), Downing Street aurait demandé au Ministère du Numérique, de la Culture, des Médias et du Sport (*Department for DCMS*) d'évaluer l'introduction dans le projet de loi sur la lutte contre les contenus préjudiciables en ligne d'un « devoir d'impartialité » des grandes plateformes numériques. Ce dernier aurait pour objectif de réduire un potentiel « biais algorithmique » défavorable aux opinions conservatrices. L'*Online Harms Bill* vise à réduire les contenus violents, haineux et de désinformation en introduisant un *duty of care* (« devoir de protection »), qui impose aux réseaux sociaux de prendre les mesures nécessaires pour lutter contre ces contenus.

L'interdiction totale des publicités en ligne pour la *junk food* est soumise à consultation – Les ministères de la Santé et du Numérique ont lancé une [consultation](#) sur une possible interdiction de la publicité en ligne pour les produits riches en matières grasses, sucre et sel. L'interdiction de ces contenus avait déjà fait l'objet d'une [consultation](#) en 2019, qui a mené en juillet 2020 à l'annonce par le gouvernement de l'[interdiction](#) de ces publicités à la télévision et en ligne avant 21h. Cette mesure s'inscrit dans le programme gouvernemental de lutte contre l'obésité et se donne comme objectif de protéger les enfants de mauvaises habitudes alimentaires.

Le gouvernement a publié des lignes directrices sur la fin de la période de transition pour les secteurs des nouvelles technologies et des télécommunications – Le Ministère du Numérique, de la Culture, des Médias et du Sport (*Department for DCMS*) a publié des fiches de préparation à la fin de la période de transition pour les secteurs des [services numériques, technologiques et informatiques](#) d'une part, et pour les [secteurs des services des télécoms et de l'information](#) d'autre part. Destinées aux entreprises, ces pages dédiées sur le site internet du gouvernement décrivent les modalités de préparation dans les domaines suivants : les droits des employés, les flux de données, des éléments spécifiques aux secteurs (par exemple, le futur de la directive e-commerce ou des brevets), le droit de circulation en Union européenne, la circulation des biens et les fonds européens.

TELECOMMUNICATIONS ET RESEAUX

Vodafone développe un réseau 5G privé destiné à tester des voitures autonomes – L'opérateur a annoncé un partenariat avec la société de conseil en ingénierie *Horiba Mira* en vue de la construction d'un réseau 5G privé sur le site de son siège, dans les *Midlands*. Ce réseau sera utilisé par les clients d'*Horiba Mira* – des constructeurs automobiles et leurs fournisseurs – pour valider les technologies de voitures sans conducteur. La société de conseil est membre de l'*Automotive Council*, organisation qui supervise la stratégie britannique en matière de véhicules autonomes. En octobre, *Vodafone* avait annoncé qu'il allait déployer la 5G sur 300 miles (environ 500 km) de routes d'essai dans les *West Midlands*, dans le cadre d'un partenariat avec le consortium de véhicules autonomes *Midlands Future Mobility*.

Vodafone s'est engagé à utiliser des équipements 5G de petits fournisseurs pour 1/5^{ème} de son réseau d'ici 2027 – Après la décision du gouvernement britannique de bannir les équipements *Huawei* des réseaux 5G d'ici 2027, l'opérateur de réseau s'est engagé à se fournir en matériel *Open RAN* auprès de petits équipementiers, afin d'éviter la domination du marché par quelques grands acteurs – *Nokia*, *Ericsson* et *ZTE*. La nouvelle technologie *Open RAN* a la particularité de permettre la dissociation entre les fournisseurs de *software* et *hardware*, contrairement à l'architecture traditionnelle des réseaux mobiles qui associent étroitement le matériel fourni par les grands groupes aux logiciels propriétaires. Le gouvernement britannique a accueilli positivement cette annonce ; le [groupe de travail](#) lancé en septembre

pour diversifier le secteur des équipementiers de télécoms et faciliter le retrait des équipements *Huawei* avait en effet identifié l'*Open RAN* comme une opportunité de croissance potentielle pour le Royaume-Uni.

Le gouvernement nomme un comité consultatif sur le futur de l'audiovisuel public – Le [Public Service Broadcasting Advisory Panel](#) aura pour objectif de conseiller le gouvernement sur la réforme de l'audiovisuel public, dans un contexte de changements des usages. Le comité, constitué d'experts de l'audiovisuel, devra se prononcer sur des sujets tels que la nécessité du maintien d'un service public de l'audiovisuel, son modèle de financement ou encore son cadre réglementaire.

DONNEES

Le gouvernement britannique est en discussion avec *Palantir* pour l'amélioration du système *Test & Trace* – Selon le [Financial Times](#), les discussions du gouvernement avec le spécialiste américain de l'analyse des données concerneraient l'utilisation sous licence de son logiciel *Foundry*. Ce dernier permettrait aux équipes britanniques de traiter plus efficacement les informations issues du système de « dépistage et traçage » et d'affiner les modélisations de la pandémie. Ces discussions s'inscrivent à la suite de nombreux dysfonctionnements du programme, notamment la difficulté de comptabiliser les contaminations - en octobre, 16 000 cas auraient été omis dans les statistiques en Angleterre du fait d'un problème de logiciel Excel. Si le recours au logiciel de *Palantir* permettrait une amélioration des performances, des associations de défense des données personnelles – comme *Privacy International* – ont exprimé leur inquiétude sur le traitement de données de santé sensibles par un groupe récemment critiqué pour ses liens avec les agences de renseignement américaines.

Le gouvernement signe un contrat de 3 ans avec *Amazon Web Services* pour faciliter les achats publics – Le principal fournisseur de *cloud* a [annoncé](#) un accord – le « *One Government Value Agreement* » - avec le *Crown Commercial Service* (CCS - service commercial de la Couronne, l'agence des achats publics). Il permettra de traiter les différentes institutions du gouvernement et secteur public britanniques comme un seul client, et de réaliser ainsi des économies d'échelle. Le contrat prévoit également la mise en place par le géant américain d'un nouveau fonds pour les compétences numériques, qui formera 6 000 fonctionnaires à l'utilisation du *cloud*. Cet accord s'inscrit dans le cadre de la politique gouvernementale de « [cloud-first](#) » (les organismes du secteur public doivent en premier lieu envisager le recours à des solutions *cloud* lors d'un achat de solution informatique).

ECOSYSTEME TECH

***Gousto* est la quatrième start-up à devenir une licorne au Royaume-Uni en 2020** – A la suite de sa dernière levée de fonds en série F de 25 M£, la start-up britannique a été évaluée à plus de 1 Md\$, devenant ainsi la dernière licorne britannique en date, et la 4^{ème} en 2020 (après *Synk*, *Gymshark* et *Cazoo*). *Gousto* est spécialisée dans la vente en ligne de kits de repas, personnalisables et livrés à domicile. L'entreprise, qui vend 5 M de kits par mois au Royaume-Uni, a su profiter d'une demande en forte augmentation depuis le début de la pandémie.

Copyright – tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service économique régional de Londres (adresser les demandes à : londres@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité – le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Veille rédigée par Alice WODA (attachée numérique) et revue par Stanislas GODEFROY (chef du pôle sectoriel)